

PRÉFET DE LA RÉGION BRETAGNE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement de Bretagne

Arrêté préfectoral portant décision après examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement

Le Préfet de la région Bretagne

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 modifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 janvier 2017, relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 19 novembre 2025 portant nomination de M. Franck ROBINE préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 septembre 2021 nommant M. Eric FISSE directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne, à compter du 1er novembre 2021 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2/2025/DREAL/DSG du 8 décembre 2025 portant délégation de signature à M. Eric FISSE, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne ;

Vu l'arrêté préfectoral du 05 février 2026 portant subdélégation de signature à Mme Aurélie MESTRES et M. Yves SALAÜN, respectivement directrice adjointe et directeur adjoint de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne ;

Vu le dossier de demande d'examen au cas par cas n° 016625/KK P relatif au projet d'aménagement du lotissement « Les Chaffauds II » à Renac (35), déposé par la commune de Renac, reçu le 14/04/2026 et considéré complet le 21/04/2026 ;

Considérant que ce projet relève de la catégorie « n°6 a) et b) Routes du domaine public de moins de 10 km et autres routes entre 3 et 10 km » du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;

Considérant la nature du projet :

- en extension d'un lotissement existant de 18 maisons ;
- réalisation de 30 lots libres générant une surface de plancher de 6200 m² ;
- création de 17 places de stationnement ouvertes au public ;

- sur un terrain d'assiette de 1.85 ha ;

Considérant la localisation de ce projet :

- sur une parcelle identifiée en zone constructible par la carte communale de Renac ;
- au sein de l'aire urbanisée du bourg de Renac ;
- sur une parcelle actuellement en prairie, présentant plusieurs linéaires de haies arborées ;
- à 400 m de la rivière du Canut localement répertoriée comme Zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et (Znieff) de type I « Etang de Saint-Julien » et comprise au sein de la zone spéciale de conservation « Marais de Vilaine » ;
- au sein du périmètre de protection du Moulin des Buttes Saint-Julien, recensé comme monument historique ;

Considérant que :

- le projet devrait générer une charge en eaux usées supplémentaire de 72 équivalent-habitants (EH) pour laquelle la station communale des eaux usées est suffisamment dimensionnée ;
- la présence de dispositifs de collecte et d'infiltration des eaux pluviales à la parcelle ainsi que d'un bassin de rétention, dimensionnés pour un évènement pluvieux d'occurrence décennale, permettra de gérer les pluies de faible intensité et de limiter les débits de ruissellement à l'aval ;
- les modalités de gestion des eaux pluviales à la parcelle anticipent les préconisations du futur Schéma Directeur des eaux pluviales urbaines de Redon Agglomération ;
- la suppression de bouquets d'arbres et d'arbres isolés sur la parcelle sera en partie compensée à long terme par la plantation d'arbres fruitiers sur chacun des lots et dans une moindre mesure sur l'espace public ;

Considérant que le projet, au vu des éléments fournis, n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement au sens de la directive européenne susvisée et ne justifie pas la réalisation d'une évaluation environnementale ;

Arrête :

Article 1^{er}

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet d'aménagement du lotissement « Les Chaffauds II » à Renac (35) est dispensé de la production d'une étude d'impact.

Article 2

La présente décision est délivrée au regard des informations contenues dans le formulaire et ses annexes. Elle peut être remise en cause si les résultats d'études ultérieures mettent en évidence des impacts ou une sensibilité particulière du milieu.

Article 3

Cette décision, délivrée en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement, ne dispense pas des autres procédures et autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis. Par ailleurs, l'absence de réalisation d'une étude d'impact ne dispense pas le pétitionnaire de mettre en œuvre les principes généraux énoncés à l'article L 110-1 du code de l'environnement, particulièrement en ce qui concerne le principe d'action préventive et de correction.

Article 4

Le présent arrêté sera transmis au pétitionnaire, avec copie au Préfet du département concerné. Par ailleurs, il sera publié sur le site Internet de la DREAL Bretagne.

Le Préfet,
Pour le préfet et par délégation,

Madame MESTRES Aurélie
Le mercredi 6 mai 2026